



La Préfète

Lyon, le 16 janvier 2024

ARRÊTÉ n° 24-008

RELATIF A
**LA LUTTE CONTRE LES SCOLYTES DE L'ÉPICÉA COMMUN DANS LES
PEUPELEMENTS ATTEINTS**

La Préfète de la région Auvergne-Rhône-
Alpes,
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- Vu** les articles L251-4 à L251-11, L 251-20 à L 252-4 et L 254-1 à L 254-10 du code rural ;
- Vu** les articles L 124-5, L 312-5, L 312-9, L312-10, R124-1, R312-16 et R312-20 du code forestier ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 16 avril 2020 portant établissement des listes d'organismes nuisibles au titre du 6° de l'article L. 251-3 du code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 23-109 du 5 mai 2023 relatif à la lutte contre les scolytes de l'épicéa en Auvergne-Rhône-Alpes,
- Considérant** que les différents acteurs de la filière forêt-bois de la région Auvergne-Rhône-Alpes font le constat, avec le département de la santé des forêts (DSF) du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire que :

- les attaques de scolytes sur épicéas, débutées en 2018, se sont poursuivies et amplifiées les années suivantes, et notamment jusqu'en automne en 2023, et ont affecté une surface de pessières importante dans la région ;
- les conditions climatiques, particulièrement défavorables à la résistance des arbres et ayant permis la prolifération de scolytes, créent un risque d'accélération ou de maintien de populations d'insectes à un très haut niveau en 2024 ;
- ces attaques s'étendent y compris dans l'aire naturelle de l'épicéa, sur des peuplements *a priori* de belle venue et en station, avec des attaques récentes à des altitudes croissantes ;
- les bois scolytés restant sans débouché se dessèchent en forêt et représentent un risque sécuritaire d'atteinte aux personnes et aggravent le risque d'incendie ;

Considérant que :

- le maintien d'une vigilance généralisée sur l'ensemble du territoire régional de la part des propriétaires et gestionnaires apparaît nécessaire ;
- en lien avec le cycle de reproduction très court du scolyte, l'action réglementaire et les mesures de prévention doivent être associées à une détection précoce et à l'évacuation rapide des bois infestés, dont le double objectif est de limiter la propagation des insectes et contrer la démultiplication des dégâts sur des peuplements indemnes ;
- que la majorité des acteurs de la filière forêt-bois d'Auvergne-Rhône-Alpes se mobilise collectivement pour lutter contre les scolytes de l'épicéa ;
- les bois secs consécutivement aux attaques de scolytes doivent impérativement être évacués des parcelles forestières, s'agissant d'importants volumes de bois sur pied qui présentent un risque sécuritaire d'atteinte aux personnes ;

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Zone de lutte obligatoire

Une zone dite de « lutte obligatoire » contre les scolytes (*Ips typographus*), correspondant à l'ensemble des communes d'Auvergne-Rhône-Alpes en annexe 1, est instaurée.

Dans cette zone, des obligations concernant les épicéas sur pied attaqués par les scolytes et toutes les grumes d'épicéas abattues ou à abattre s'imposent à tous les propriétaires forestiers.

Les mesures décrites dans les articles suivants ne concernent que cette zone de lutte obligatoire.

Article 2 : Obligations des propriétaires

Sur leurs parcelles forestières, les propriétaires privés ou publics en zone de "lutte obligatoire" sont tenus de prendre les mesures de nature à limiter les attaques de scolytes sur épicéas. Il s'agit :

□ de mesures curatives :

- faire procéder sans délai à la reconnaissance, l'abattage et à la prise en charge de leurs épicéas sur pied abritant des scolytes vivants (évacuation à plus de 5 km de tout massif forestier ou écorçage) en vue d'enrayer leur propagation de proche en proche ;
- à défaut faire évacuer de la forêt dans les meilleurs délais les bois scolytés secs, à des fins de prévention du risque sécuritaire d'atteinte aux personnes ;

□ de mesures préventives :

- faire évacuer, après abattage, à plus de 5 km de tout massif forestier ou écorcer ou stocker sous aspersion les épicéas sains (non scolytés) dans toutes les coupes en cours :
 - dans les 6 semaines qui suivent leur abattage durant la période d'exploitation à risque d'avril à octobre ;
 - avant fin avril pour les exploitations de novembre à mars.

Cette dernière mesure s'applique à toutes les exploitations d'épicéas non scolytés afin d'éviter de créer des sites de reproduction favorables au développement des scolytes (grumes fraîchement abattues non écorcées).

Article 3 : Obligations des exploitants

Les exploitants forestiers, en ce qui concerne les épicéas sur pied ou abattus dont ils se sont rendus propriétaires, prendront également, en accord avec les propriétaires des parcelles, toutes les dispositions nécessaires à l'exécution des mesures obligatoires prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 4 : Surveillance du territoire et signalement

Les personnes chargées de l'exécution du présent arrêté signaleront au Service régional de la forêt, du bois et des énergies de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, la présence d'épicéas sur pied abritant des scolytes vivants ou de grumes non écorcées dans les coupes ou en bord de route forestière n'ayant pas donné lieu de la part des propriétaires ou des exploitants forestiers concernés à l'exécution des mesures prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 5 : Réglementation particulière

Les dispositions du présent arrêté ne dispensent pas les propriétaires et les exploitants forestiers du respect des éventuelles autres réglementations qui peuvent être concernées par les travaux d'exploitation forestière.

Article 6 : Durée de validité

Le présent arrêté est applicable depuis sa date de publication jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 7 : Mise en exécution

La secrétaire générale pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, mesdames et messieurs les maires, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, les directeurs départementaux des territoires, les directeurs d'agence de l'Office national des forêts, la directrice du Centre national de la propriété forestière – Délégation Auvergne-Rhône-Alpes, les commandants de Gendarmerie, ainsi que tous les agents assermentés compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture Auvergne-Rhône-Alpes et affiché dans chaque commune par les soins des maires.

Signé

Fabienne BUCCIO

Neuvecelle	74500
Neydens	74160
Nonglard	74330
Novel	74500
Onnion	74490
Orcier	74550
Passy	74190
Peillonnex	74250
Perrignier	74550
Pers-Jussy	74930
Poisy	74334
Praz-Sur-Arly	74120
Presilly	74160
Publier	74500
Quintal	74600
Reignier-Esery	74930
Reyvroz	74200
Rumilly	74152
Saint-Andre-De-Boege	74420
Saint-Blaise	74350
Saint-Cergues	74140
Saint-Eusebe	74150
Saint-Eustache	74410
Saint-Felix	74540
Saint-Ferreol	74210
Saint-Germain-Sur-Rhone	74910
Saint-Gervais	74170
Saint-Gingolph	74500
Saint-Jean-D'aulps	74430
Saint-Jean-De-Sixt	74450
Saint-Jean-De-Tholome	74250
Saint-Jeoire	74490
Saint-Jorioz	74410
Saint-Julien-En-Genevois	74164
Saint-Laurent	74800
Saint-Paul-En-Chablais	74500
Saint-Pierre-En-Faucigny	74807
Saint-Sigismond	74300
Saint-Sixt	74800
Saint-Sylvestre	74540
Sales	74150
Sallanches	74706
Sallenoves	74270
Samoens	74340
Savigny	74520
Saxel	74420
Scientrier	74930
Sciez	74140

Scionzier	74953
Serraval	74230
Servoz	74310
Sevrier	74320
Seyssel	74910
Seytroux	74430
Sillingy	74330
Sixt-Fer-A-Cheval	74740
Talloires-Montmin	74290
Taninges	74440
Thollon-Les-Memises	74500
Thones	74230
Thonon-Les-Bains	74203
Thusy	74150
Thyez	74300
Usinens	74910
Vacheresse	74360
Vailly	74470
Val De Chaise	74210
Valleiry	74520
Vallieres-Sur-Fier	74150
Vallorcine	74660
Vanzy	74270
Vaulx	74150
Veigy-Foncenex	74140
Verchaix	74440
Vers	74160
Versonnex	74150
Vetraz-Monthoux	74106
Veyrier-Du-Lac	74290
Villard	74420
Villaz	74370
Ville-En-Sallaz	74250
Ville-La-Grand	74108
Villy-Le-Bouveret	74350
Villy-Le-Pelloux	74350
Vinzier	74500
Viry	74580
Viuz-En-Sallaz	74250
Viuz-La-Chiesaz	74540
Vougy	74130
Vovray-En-Bornes	74350
Vulbens	74520
Yvoire	74140